



# Construire une Europe pour et avec les enfants

Juillet 2016

PROGRAMME DU CONSEIL DE L'EUROPE

NOUVELLES DU COMITÉ DE LANZAROTE

## Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant 2016-2021

La [Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant \(2016-2021\)](#) est la troisième stratégie élaborée dans ce domaine par l'Organisation. Gardant à l'esprit la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CNUDE), la Convention européenne des droits de l'homme et d'autres normes juridiques du Conseil de l'Europe, ce nouveau programme identifie cinq priorités pour les 47 Etats membres en vue de garantir les droits des enfants.

### Egalité des chances

Les enfants ont droit à une même qualité de vie et à une protection sociale et économique appropriée.

### Participation

Les enfants ont le droit d'être entendus et de prendre part aux décisions qui les concernent. Leur avis devrait être dûment pris en compte pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des lois, politiques et actions les concernant.

### Une vie sans violence

Les Etats doivent garantir aux enfants la protection contre toutes les formes de violence, notamment l'exploitation et les abus sexuels. Le Conseil de l'Europe est à

l'avant-garde des travaux normatifs destinés à protéger les enfants contre la violence.

### Une justice adaptée aux besoins des enfants

De nombreux enfants sont amenés, sous une forme ou une autre, à connaître le système judiciaire. Fort malheureusement, en Europe, les systèmes judiciaires sont encore mal adaptés aux besoins spécifiques des enfants. La Stratégie appelle les Etats membres à appliquer les Lignes directrices du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants, afin que l'intérêt supérieur de l'enfant prime en toutes circonstances, et à ne recourir aux mesures privatives de liberté qu'en dernier ressort et pour la durée la plus brève possible.

### Les droits de l'enfant dans l'environnement numérique

Internet fait désormais partie intégrante de la vie des enfants. Ceux-ci ont le droit d'apprendre, de jouer et de communiquer en ligne – mais aussi d'être protégés contre le harcèlement, le discours de haine, la radicalisation, les abus sexuels et autres risques.



### Protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels

- Le 16 juin 2016, le Comité de Lanzarote a adopté une [Déclaration](#) témoignant de sa vive inquiétude quant aux adresses internet qui, de manière flagrante, font la publicité ou la promotion de matériels en rapport avec des abus sexuels à l'encontre d'enfants.
- Etant donné l'urgence de la situation, le Comité de Lanzarote a adopté, le 17 juin 2016, un [questionnaire ciblé](#) sur la protection des enfants touchés par la crise des réfugiés contre l'exploitation et les abus sexuels. Les Parties à la Convention et toutes autres parties prenantes sont invitées à répondre avant le 15 septembre 2016.
- Le [2<sup>e</sup> rapport d'activités du Comité de Lanzarote](#) est à présent disponible. Il couvre la période allant du 12 septembre 2014 au 17 mars 2016.





La conférence a réuni plus de 300 participants, notamment le Président de la République de Bulgarie et le Président de Malte.

## Atteindre les sommets pour les droits de l'enfant

La Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant a été lancée lors de la conférence à haut niveau « [Atteindre les sommets pour les droits de l'enfant](#) », organisée dans le cadre de la présidence bulgare du Comité des Ministres et accueillie par le ministère du Travail et de la Politique sociale et l'Agence publique de protection de l'enfance de la Bulgarie. A l'occasion de cette conférence, les représentants des Etats membres et d'autres parties prenantes ont pu déterminer de nouveaux modes de coopération pour mettre en œuvre la Stratégie dans les années à venir.

La conférence a réuni plus de 300 participants, notamment le Président de la République de Bulgarie et le Président de Malte. Au total, 17 ministres et vice-ministres ainsi que des représentants de haut niveau d'autres organisations internationales ont exprimé leurs engagements envers les droits de l'enfant. Etaient également présents les délégations de 44 Etats membres du Conseil de l'Europe, des médiateurs pour les droits de l'enfant, des ONG, des experts universitaires et – aspect très important – dix jeunes délégués. Ces jeunes, âgés de 14 à 17 ans, ont participé activement à toute la conférence aux côtés de leurs homologues adultes. Leurs messages clairs et précis ont été fort appréciés de tous.

Pour plus d'information et pour consulter tous les documents de la conférence, veuillez [cliquer ici](#).

### QUELQUES FAITS

# 92%

92 % des personnes ayant répondu au questionnaire d'évaluation de la conférence ont jugé l'organisation générale excellente ou très satisfaisante.

## Comité ad hoc pour les droits de l'enfant

Un nouveau comité intergouvernemental orientera les travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'enfant. Le [Comité ad hoc sur les droits de l'enfant](#) (CAHENF) aura pour mission de superviser la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant, de promouvoir une approche intégrée des droits de l'enfant, d'élaborer des normes et/ou des orientations sur des questions prioritaires (tutelle et détermination de l'âge, apatridie, droits des enfants dans l'environnement numérique) et de faciliter les échanges de connaissances et de bonnes pratiques. La première réunion du CAHENF aura lieu les 28 et 29 septembre 2016 à Strasbourg.

## Livre blanc : l'avenir d'un système intégré de protection des enfants en Albanie

Le [Livre blanc](#) définit des orientations pour le développement d'un système intégré, complet et efficace de protection des enfants en Albanie : mise en place de mécanismes de gouvernance responsables, fonctions et responsabilités bien définies, élaboration de dispositifs et de mesures efficaces pour prévenir et combattre la violence contre les enfants et garantie de l'accès de tous les enfants à des services adaptés à leurs besoins.

Ce document, élaboré dans le cadre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant, entend soutenir et guider les autorités albanaises dans leurs efforts pour renforcer le système national de protection des enfants.

## Nouvelles publications du Conseil de l'Europe

- [The best interests of the child – A dialogue between theory and practice](#) (en anglais) (L'intérêt supérieur de l'enfant : un dialogue entre théorie et pratique)
- [Children's Rights and Social Services](#) (en anglais) (Droits de l'enfant et services sociaux)
- [Challenges to children's rights today – what do children think?](#) (en anglais) (Obstacles aux droits de l'enfant aujourd'hui : qu'en pensent les enfants ?)
- [Child participation assessment tool \(revised\)](#) (en anglais) (Outil d'évaluation de la participation des enfants)



©Zev Hoover

### RAPPORT RÉCENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

## Situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit - Un impératif pour la sécurité de l'Europe

[Rapport établi par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe – 2016](#)

Dans son troisième rapport annuel sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit en Europe, le Secrétaire Général met en exergue les normes appliquées par le Conseil de l'Europe dans d'importants domaines d'actualité liés à de récents développements. Le rapport évalue dans quelle mesure les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe sont aptes à donner réalité aux cinq composantes de la sécurité démocratique.

## Autres organes du Conseil de l'Europe concernés par les droits de l'enfant



### Sommet humanitaire mondial : la protection des droits de l'enfant au cœur de l'engagement du Conseil de l'Europe

Participant au [Sommet humanitaire mondial](#) à Istanbul, le Secrétaire Général Thorbjørn Jagland a pris un engagement au nom du Conseil de l'Europe : faire de la protection des droits des réfugiés et des demandeurs d'asile une priorité dans les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe.



### Premier rapport trimestriel d'activité 2016 du Commissaire aux droits de l'homme

Le Commissaire aux droits de l'homme a fait de la protection des droits de l'enfant l'une de ses principales priorités. Il visite régulièrement des foyers d'accueil, des établissements scolaires, des structures où des enfants sont privés de liberté, des lieux où des enfants vivent dans des conditions précaires et des organisations proposant des services aux enfants. Il adresse aussi aux autorités nationales des [recommandations](#) sur la manière dont elles pourraient améliorer leur action en faveur des droits de l'enfant.

Le Commissaire aux droits de l'homme a publié un document thématique intitulé « [Intégration des migrants : il est temps que l'Europe prenne ses responsabilités](#) », traitant notamment du regroupement familial et de l'accès des enfants migrants au droit de séjour et à une éducation de qualité.

L'ECRI recommande aux gouvernements de veiller à ce que toutes les pratiques concernant les migrants en situation irrégulière soient élaborées en tenant compte de l'obligation de respect des droits de l'enfant

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) a publié en mai 2016 à l'intention des Etats membres une nouvelle série de [recommandations](#) pour les aider à faire face à un problème de discrimination urgent à l'encontre des personnes – femmes, hommes et enfants – qui ne remplissent pas ou plus les conditions légales d'entrée ou de séjour dans un Etat membre du Conseil de l'Europe.

### Comité européen pour la prévention de la torture (CPT)

[Rapport](#) du Comité européen pour la prévention de la torture concernant les jeunes privés de liberté en Albanie.

### Conclusions 2015 du Comité européen des droits sociaux

Dans ses [conclusions annuelles](#) pour 2015, le Comité européen des droits sociaux (CCEDS) relève 277 violations de la Charte sociale européenne. « Dans la situation politique et économique difficile que nous vivons actuellement, les droits sociaux sont mis à mal. Les Etats ont cependant l'obligation de protéger les personnes vulnérables, notamment les personnes âgées, les enfants, les personnes handicapées et les migrants. La Charte sociale est à la fois une constitution sociale pour l'Europe et un élément essentiel de notre système des droits de l'homme. J'appelle donc nos Etats membres à respecter les normes et conclusions de la Charte », a déclaré le Secrétaire Général, Thorbjørn Jagland.

### 21<sup>e</sup> Conférence du Conseil de l'Europe des directeurs des services pénitentiaires et de probation

La conférence a abordé la question des droits des nombreux enfants (environ deux millions) dont les parents sont détenus en prison. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

## TEMPS FORTS



### Droits des enfants dans la crise des réfugiés

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe a publié un [document](#) énumérant les actions immédiates à entreprendre pour mieux assurer la sécurité et le traitement adéquat des enfants migrants et demandeurs d'asile. Ces actions sont à mener par les Etats membres du Conseil de l'Europe, mais aussi par différents organes et comités de l'Organisation. Elles viseront en priorité à :

- éviter que les enfants migrants et demandeurs d'asile ne deviennent victimes de la violence, des abus, de l'exploitation, de trafics et de la traite ;
- tout faire pour que cesse le placement d'enfants dans des centres de rétention pour migrants ;
- améliorer les procédures d'évaluation de l'âge ;
- assurer la prise en compte de la dimension de genre dans le traitement des enfants migrants et demandeurs d'asile ;
- assurer l'accès à l'éducation.

L'[ambassadeur Tomáš Boček](#), représentant spécial du Secrétaire Général pour les migrations et les réfugiés, collecte des informations sur la situation des droits fondamentaux des migrants et des réfugiés en Europe. Il a mené des missions d'information [en Grèce et dans « l'ex-République yougoslave de Macédoine »](#) ainsi qu'en [Turquie](#) afin d'évaluer la situation des réfugiés et des migrants et d'identifier des secteurs où le Conseil de l'Europe pourrait apporter une aide concrète, notamment en ce qui concerne les enfants et les mineurs non accompagnés.

Dans son [5<sup>e</sup> rapport d'activité](#), le GRETA – organe de suivi du Conseil de l'Europe sur la traite des êtres humains – expose ses conclusions concernant l'identification et la protection des victimes de traite parmi les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants, soulignant les risques auxquels sont exposés les mineurs non accompagnés et les enfants séparés.



# Informations et nouvelles des autres acteurs de la protection et de la promotion des droits de l'enfant en Europe

## Etude mondiale sur l'exploitation sexuelle des enfants dans le secteur des voyages et du tourisme

L'étude mondiale sur l'exploitation sexuelle des enfants dans le voyage et le tourisme ([Global Study on Sexual Exploitation of Children in Travel and Tourism](#), en anglais), réalisée par l'organisation ECPAT International et des partenaires, dresse un tableau actualisé du problème et formule des recommandations visant à mettre fin à ce crime odieux.

## Child Helpline International : sixième consultation régionale européenne et deuxième dialogue politique

Le rapport final de la sixième consultation régionale et du deuxième dialogue politique organisés par de l'organisation Child Helpline International à Strasbourg les 9 et 10 novembre 2015, est [à présent disponible](#).

## Internet Watch Foundation : rapport annuel 2015

Ce [rapport](#) (en anglais) présente les récentes tendances et statistiques établies par IWF sur les images pédopornographiques en ligne. Voici quelques chiffres marquants extraits du rapport:

- 417 % d'augmentation des signalements d'images et de vidéos d'abus sexuels à l'encontre d'enfants depuis 2013.
- 941 pages web mises à l'index en une seule journée record.
- 69 % des victimes ont moins de 10 ans selon les estimations.

## Eurochild : les réalisations du réseau des droits de l'enfant en 2015

Dans son [rapport annuel](#) (en anglais) pour l'année 2015, Eurochild met l'accent sur ses principales réalisations dans quatre domaines stratégiques : 1. Mettre l'enfant au cœur de l'élaboration des politiques ; 2.

Construire une communauté de professionnels ; 3. Faire entendre la voix des enfants et des jeunes ; 4. Développer le réseau Eurochild.

## Initiative mondiale pour mettre fin à tous les châtimets corporels infligés aux enfants

Rapport de situation spécial 2016 : [Childhoods free from corporal punishment – prohibiting and eliminating all violent punishment of children](#) (en anglais) (Enfances sans châtimets corporels – interdire et éradiquer tous les châtimets violents contre les enfants). Le rapport spécial, élaboré pour la [conférence intergouvernementale à haut niveau](#) accueillie par le Gouvernement autrichien à Vienne en juin 2016.

## Children of Prisoners Europe

Dans les Etats membres du Conseil de l'Europe, on estime à 2,1 millions les enfants séparés d'un parent détenu. Pour en savoir plus sur la 7<sup>e</sup> campagne paneuropéenne annuelle organisée par le COPE : [« Not my crime, still my sentence »](#)

## UNIVERSITÉ DE GENÈVE - nouveau cycle de maîtrise universitaire d'études avancées en droits de l'enfant

La maîtrise universitaire d'études avancées en droits de l'enfant [[Master of Advanced Studies in Children's Rights \(MCR\)](#)] est un programme de troisième cycle (à temps partiel et sur deux ans). Le diplôme MCR est un master interdisciplinaire et international, qui attire un vaste éventail d'étudiants de troisième cycle du monde entier. Le 8<sup>e</sup> cycle du MCR débutera le 6 février 2017, la date limite des inscriptions en ligne étant fixée au 1<sup>er</sup> novembre 2016.

## Le Groupe de travail interinstitutions adopte des lignes directrices terminologiques

Un Groupe de travail interinstitutions composé du représentant spécial du

Secrétaire général de l'ONU sur la violence à l'encontre des enfants, de la rapporteure spéciale de l'ONU sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, d'ECPAT International et de 13 autres organisations et agences internationales, ont adopté [des nouvelles lignes directrices mondiales](#) (en anglais) applicable à l'exploitation sexuelle des enfants et aux abus sexuels commis à leur rencontre.



## TEMPS FORTS DANS LES ÉTATS MEMBRES

### Récentes ratifications de la Convention de Lanzarote

- République tchèque le 2 mai 2016
- République slovaque le 1<sup>er</sup> mars 2016

### Promotion de la nouvelle Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant

**Croatie** – Le 4 mai 2016, une séance thématique consacrée à la Stratégie pour les droits de l'enfant s'est tenue au Parlement croate. L'événement a rassemblé diverses parties prenantes, notamment des enfants, des membres de nombreuses institutions, des organisations de la société civile, des universitaires et des experts.

**Hongrie** – Le 10 mai 2016, la nouvelle Stratégie pour les droits de l'enfant a fait l'objet d'une discussion au Centre européen de la jeunesse à Budapest. Le but était de sensibiliser les acteurs hongrois, notamment les autorités nationales et la société civile, aux implications de la stratégie et aux actions à mener pour en atteindre les objectifs.



©Zev Hoover

*Si vous ne souhaitez plus recevoir les bulletins d'information de la Division des droits des enfants du Conseil de l'Europe, faites-nous le savoir à l'adresse [children@coe.int](mailto:children@coe.int); vous serez alors désinscrit de cette liste.*

*Si vous souhaitez inscrire plusieurs adresses électroniques à notre bulletin d'information, envoyez-nous un message ([children@coe.int](mailto:children@coe.int)) en indiquant dans la ligne de l'objet « Abonnement au bulletin d'information » ; votre adresse électronique sera ajoutée à notre liste de diffusion.*

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Conseil de l'Europe  
Avenue de l'Europe  
F-67075 Strasbourg Cedex, France  
Tél. : +33 (0)3 88 41 20 00  
[www.coe.int/children](http://www.coe.int/children)  
[children@coe.int](mailto:children@coe.int)